



VILLE DE LUXEMBOURG
ADMINISTRATION DE L'ARCHITECTE
SERVICE D'URBANISME - POLICE DES BATISSES

Luxembourg, le **18 JUL. 1997**
Pour expédition conforme,

Le Secrétaire général

N° de l'indicateur: **9/024/94 SG/MS**
AUTORISATION DE BATIR N° **380.2B.97**

Le Bourgmestre,

Vu les pièces à l'appui de la demande présentée le **2 et 4 juillet 1997**

par Ballini et Pitt, architectes, au nom et pour compte de la société Centre Alstad, B.p. 40, L-8005 Bertrange

Vu l'avis y relatif de M. l'architecte-directeur du 11 juillet 1997
Vu la loi communale du 13 décembre 1988;
Vu l'article 1ier de la loi modifiée du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police;
Vu la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes;
Vu le projet d'aménagement de la Ville provisoirement approuvé par le conseil communal en séance du 4 novembre 1991 et déposé le 11 novembre 1991 tel qu'il a été modifié et complété par la suite;
Vu le règlement sur les bâtisses du 16 juin 1967 tel qu'il a été modifié et complété par la suite;
Vu le projet d'aménagement particulier approuvé par le conseil communal le
Sous réserve des conditions de l'autorisation de morcellement du
Sous réserve des conditions de l'autorisation préalable du
Vu les règlements sur la canalisation ainsi que la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité des 22 mai 1978, 6 septembre 1935, 20 mars 1967 et 10 juillet 1970 tels qu'ils ont été modifiés et complétés par la suite;
Vu le règlement-taxé concernant les trottoirs du 3 février 1967 tel qu'il a été modifié et complété par la suite;
Vu le règlement général de police du 25 avril 1966;
Vu le règlement-taxé du 20 juin 1983 tel qu'il a été modifié et complété par la suite;
Vu le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles;
Sous réserve des droits généralement quelconques des tiers;
Vu l'accord de principe **245.AP.96** du 8 juillet 1996;

Accorde l'autorisation pour la transformation et le réaménagement de l'immeuble sis 2, rue du Rham à Luxembourg

sous les conditions suivantes:

1. avoir obtenu l'autorisation de raccordement à l'égout avant de commencer les travaux de fondation;
2. assainir par pompage les locaux situés en-dessous du niveau de la canalisation urbaine, l'administration communale déclinant toute responsabilité en cas de dégâts occasionnés par non-fonctionnement du système de pompage;
3. se mettre en rapport avec le service de la circulation de la Ville afin de pouvoir aménager une clôture, un échafaudage et éventuellement un dépôt de matériaux sur la voie publique;
4. pour autant que de besoin, avant de commencer les travaux, être en possession d'une autorisation du Ministère des Travaux publics (Ponts et Chaussées);
5. pour autant que de besoin, se conformer aux lois du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;
6. se conformer au règlement ministériel du 18 janvier 1966 prescrivant un recensement statistique des constructions prévues de bâtiments et de logements au Grand-Duché;
7. achever les travaux de gros-oeuvre endéans 24 mois conformément aux plans approuvés, après ce délai la présente perdant tous ses effets;
8. respecter les dispositions des articles 10 et 21 du règlement général de police de la Ville du 25 avril 1966, ainsi que celles de l'article 101 du code de la route concernant les salissures de la voie publique causées par des travaux d'excavation et de construction.
9. respecter les conditions de l'article C.5. de la partie écrite du PGA concernant le secteur protégé de la vallée de l'Alzette;
10. respecter les conditions de l'avis du service d'incendie du 2.10.96 et notamment pour ce qui est du point 3.4;
11. soumettre l'avis de l'Inspection sanitaire pour ce qui est de l'exploitation du restaurant;
12. avant le commencement des travaux de façade, contacter le service d'urbanisme pour ce qui est du choix de la teinte à appliquer.

Luxembourg, le 13 MARS 2013

Pour expédition conforme;

Le Secrétaire général,



N° de l'indicateur : 9/2009/845 /MI.MS

AUTORISATION DE BÂTIR N° 50.2B.2013

Le Bourgmestre,

Vu les pièces à l'appui de la demande présentée le 15/10/2012 et le 07/01/2013

par la société Architekturbüro S.A.R.L. Thomas Becker, , 18, Duschstrooss, L-6868 Wecker, au nom et pour compte de la société Wenceslas s.à.r.l., 209, rue des Romains, L-8041 Bertrange

Vu l'avis y relatif de Madame l'architecte-directeur du 25 janvier 2013

Vu la loi communale du 13 décembre 1988, plus particulièrement en son article 67 tel que celui-ci a été modifié par la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la police;

Vu la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain telle que modifiée par la suite;

Vu le plan général d'aménagement de la Ville approuvé définitivement par le conseil communal en séance du 12 juillet 1993 pour la partie graphique et du 25 avril 1994 pour la partie écrite tel qu'il a été modifié et complété par la suite;

Vu le règlement sur les bâtisses du 16 juin 1967 tel qu'il a été modifié et complété par la suite;

Vu le projet d'aménagement particulier approuvé par le conseil communal le

Sous réserve des conditions de l'autorisation de morcellement du

Sous réserve des conditions de l'accord de principe du

Vu les règlements sur la canalisation ainsi que la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité actuellement en vigueur;

Vu le règlement-taxe actuellement en vigueur;

Vu le règlement général de police du 26 mars 2001;

Vu le règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation tel qu'il a été modifié et complété par la suite;

Vu le règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels;

Sous réserve des droits généralement quelconques des tiers et sans préjudice quant à d'autres autorisations éventuellement requises;

Accorde l'autorisation pour la transformation de l'immeuble sis 2, rue du Rham à Luxembourg.

sous les conditions suivantes:

1. avoir obtenu l'autorisation de raccordement à l'égout avant de commencer les travaux de fondation;
2. assainir par pompage les locaux situés en-dessous du niveau de la canalisation urbaine, l'administration communale déclinant toute responsabilité en cas de dégâts occasionnés par non-fonctionnement du système de pompage;
3. se mettre en rapport avec le service de la circulation de la Ville afin de pouvoir aménager une clôture, un échafaudage et éventuellement un dépôt de matériaux sur la voie publique;
4. pour autant que de besoin, avant de commencer les travaux, être en possession d'une autorisation du Ministère des Travaux publics (Ponts et Chaussées);
5. pour autant que de besoin, avant de commencer les travaux, être en possession d'un certificat du service de l'électricité;
6. pour autant que de besoin, se conformer aux lois du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;
7. se conformer au règlement ministériel du 18 janvier 1966 prescrivant un recensement statistique des constructions prévues de bâtiments et de logements au Grand-Duché;
8. avoir entamé la réalisation des travaux de manière significative dans un délai d'un an, passé ce délai l'autorisation de construire est périmée de plein droit;
9. respecter les dispositions du règlement général de police du 26 mars 2001, ainsi que celles de l'article 101 du code de la route concernant les salissures de la voie publique causées par des travaux d'excavation et de construction.
10. afficher le certificat prévu à l'article 37, alinéa 6 et 7 de la loi du 19 juillet 2004 telle que modifiée par la suite, afin de faire courir les délais de recours devant les juridictions administratives.
11. respecter les corrections faites en couleur verte sur les plans.
12. respecter les conditions spéciales applicables au secteur protégé des vallées de la Pétrusse, de l'Alzette et du promontoire du Rham.